Les migrants dans l'agriculture : vers une crise de main-d'oeuvre ?

Introduction

Alain Morice et Bénédicte Michalon

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8749>

DOI : 10.4000/etudesrurales.8749

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2008

Pagination : 9-28

Référence électronique

Alain Morice et Bénédicte Michalon, « Les migrants dans l'agriculture : vers une crise de main-d'oeuvre ? », *Études rurales* [En ligne], 182 | 2008, mis en ligne le 01 janvier 2010, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8749> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.8749

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=ETRU&ID_NUMPUBLIE=ETRU_182&ID_ARTICLE=ETRU_182_0009

Les migrants dans l'agriculture : vers une crise de main-d'oeuvre ? Introduction

par Alain MORICE et Bénédicte MICHALON

| Editions de l'EHESS | *Études rurales*

2008/2 - 182

ISSN 0014-2182 | ISBN 9782713222054 | pages 9 à 28

Pour citer cet article :

— Morice A. et Michalon B., Les migrants dans l'agriculture : vers une crise de main-d'oeuvre ? Introduction, *Études rurales* 2008/2, 182, p. 9-28.

Distribution électronique Cairn pour Editions de l'EHESS .

© Editions de l'EHESS . Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LES MIGRANTS DANS L'AGRICULTURE : VERS UNE CRISE DE MAIN-D'ŒUVRE ?

Alain Morice et Bénédicte Michalon

INTRODUCTION

DANS LEUR PRÉSENTATION des actes des « Rencontres à Royaumont » de 1992 consacrées au prolétariat agricole, les auteurs notaient le contraste, lors des trois décennies précédentes, entre l'abondance des études consacrées au monde rural et « le médiocre intérêt porté aux travailleurs des campagnes » en France et à l'étranger, « à l'exception du cas italien » toutefois, et, ajouterions-nous, du cas américain. « Nul doute que les ouvriers agricoles sont bien les *forgotten men* des études rurales et que leurs luttes sont enfouies dans la mémoire collective ouvrière », constataient-ils alors [Hubscher et Farcy eds. 1996 : 5]. Handicap supplémentaire : cette population laborieuse était, et demeure plus que jamais, pour une bonne part, composée de migrants, autres parents pauvres des études en sciences sociales sur le travail, qui ont longtemps peiné à les voir autrement que comme des « oiseaux de passage » [Piore 1979], comme tels peu dignes d'attention.

Depuis l'enquête pionnière que Jean-Pierre Berlan a consacrée aux migrations saisonnières de travail agricole [1983], et le numéro *Être*

étranger à la campagne qu'*Études rurales* a publié en 1994, auxquels s'ajoute le recueil des actes déjà cité [Hubscher et Farcy eds. 1996], la littérature scientifique sur les travailleurs agricoles reste peu abondante, hormis quelques travaux originaux [Bourquelot ed. 1996 ; Hubscher 2005]. On sait que, pendant longtemps, du moins en France, la figure typique du « travailleur immigré » fut représentée par l'OS de l'industrie automobile, ou, à la rigueur, par le manœuvre des chantiers de construction.

Cette ignorance de la part des études savantes s'est doublée, du moins jusqu'à une date récente, de celle du public quant aux systèmes de production des fruits et légumes qui parviennent sur les tables. Si la vague de l'écologie a contribué à briser une certaine indifférence vis-à-vis de la qualité de ces produits, les connaissances restent parcellaires dès qu'il s'agit des méthodes culturales – le mot « hors-sol » ne figure pas dans le dictionnaire, et peu de citoyens savent ce qu'est une « chapelle » quand il ne s'agit pas d'un lieu de culte. Quant aux conditions de travail qui règnent dans les serres, les vergers et les stations de conditionnement, quant aux particularités de la main-d'œuvre qu'on y emploie, hormis quelques clichés sur « le coup de feu » des récoltes et l'endurance des migrants prêts à tout accepter pourvu que la paye soit bonne, la méconnaissance est de règle. Remarquons enfin que, si la profession est volontiers bruyante quand elle cherche à obtenir les faveurs des pouvoirs publics, elle est plutôt secrète pour ce qui est de la main-d'œuvre qu'elle mobilise. Elle se montre alors encline à se soustraire tant aux rigueurs d'un droit du

travail qu'elle juge inadapté qu'à la sévérité des regards extérieurs, supposés défavorables parce qu'incapables de tenir compte de ses spécificités : toujours en France, ne fallut-il pas attendre 1972 pour que les salariés énumérés à l'article 1144 du Code rural soient admis au régime de protection de droit commun contre les accidents du travail et les maladies professionnelles ?

En bref, la tradition veut qu'en agriculture les affaires se règlent entre soi. Nous verrons qu'à cette propension au mystère répond l'injonction d'invisibilité faite aux saisonniers venus de l'extérieur. De fait, c'est parfois d'un mauvais œil que les exploitants agricoles ont pu constater que cette indifférence s'était récemment amoindrie – le dossier présenté ici témoigne d'un surcroît d'intérêt au cours de la décennie qui s'achève.

Almería : tableau d'une étrange cohabitation

C'est peut-être indirectement aux émeutes racistes d'Almería, en Andalousie orientale, que, par malheur, les travailleurs migrants de l'agriculture, et tout particulièrement ceux de l'agriculture intensive, doivent d'avoir été mis sur le devant de la scène. Leur situation précaire a alors attiré l'attention de militants et de journalistes, puis suscité de nouvelles recherches. En février 2000, le meurtre d'une jeune Espagnole commis par un Marocain frappé de démence fut, à El Ejido et dans d'autres localités de la province d'Almería, le signal donné à trois jours d'exactions d'une grande violence à l'encontre des membres de la communauté marocaine et de leurs biens, personnels et collectifs. L'évidente dimension

raciste de ces journées a interpellé tout le monde : ainsi, ces gens indispensables étaient indésirables à cause du crime d'un des leurs ? Plus tard, on saura que cette situation couvait et que les exactions ne furent pas vraiment improvisées : s'agissant d'une population allo-gène dont la force de travail faisait (et fait toujours) la prospérité des habitants, nous avons là matière à réflexion.

L'événement fut largement commenté en France et dans d'autres pays européens, où l'on apprit soudain que, sous 30 000 hectares de serres, œuvrait une armée de Marocains qui, le reste du temps, s'alimentaient et se logeaient comme ils pouvaient. Détail intéressant : la société vaudoise Migros, emblème d'une grosse chaîne de supermarchés suisse, envoya une délégation dans les plaines d'El Ejido pour voir si les légumes étaient produits dans le respect des normes de travail et de vie des cueilleurs. Malgré un montage sans doute édulcoré, le film tourné à l'occasion de cette visite montrait des réalités inquiétantes que confirmèrent d'autres missions : des travailleurs embauchés à la journée et payés quelques euros de l'heure, des gîtes sous plastique au milieu des serres, des loyers excessifs dans des appartements surpeuplés, tandis que, dans les rues de la localité, on dénombrait autant d'agences bancaires que dans une capitale de région. De part et d'autre, la question de l'image de marque était posée. Sans doute, nous l'avons dit, les agriculteurs andalous et leurs distributeurs se seraient-ils passés de cette publicité inattendue sur un système de main-d'œuvre qui avait vocation à rester caché. Moins d'un an plus tard, le 3 janvier 2001, plus au nord, à Lorca (région de Murcie), un

minicar transportant douze saisonniers équatoriens sans contrats ni papiers était happé sur un passage à niveau. Pour sa défense, l'employeur fit valoir que son cas n'était pas exceptionnel.

La population locale d'Almería tolérait évidemment la présence des Marocains, dont dépendaient ses revenus. Mais elle les voulait assignés au lieu de travail, logés dans les campagnes et invisibles ailleurs, comme jadis dans les romans de John Steinbeck. Furent tout particulièrement visés les commerces et les logements de Marocains situés en ville, ainsi que le siège des associations d'aide aux migrants. De façon caricaturale, ces saisonniers étrangers étaient sommés de ne pas exister autrement que pour ce que leurs bras apportaient aux cultures. L'injonction était d'autant plus plausible que, comme partout en Europe, une bonne proportion d'entre eux étaient des clandestins, donc sans existence légale.

Symboliquement, le crime d'un déséquilibre avait rompu ce pacte unilatéral d'invisibilité, et déclenché, trois jours durant, une mise à sac faisant environ un demi-millier de sans-abris. La vie des travailleurs agricoles, dont la première réaction collective avait été de cesser le travail dans les serres, en devint d'autant plus difficile. Une négociation organisée très rapidement – la récolte n'attend pas – déboucha, en un temps record, sur un « accord préliminaire » d'indemnisation et de relogement des victimes, prévoyant en outre un strict retour au droit ainsi que la régularisation des sans-papiers utilisés comme main-d'œuvre dans les zones agricoles d'Almería¹. Les engagements patronaux furent vite oubliés.

En France : « les OMI », un modèle

Les événements d'El Ejido furent à l'origine de deux colloques, l'un à Paris en juin 2001, l'autre à Saint-Martin-de-Crau en août 2001. Tel fut le point de départ, hormis quelques rares articles de presse², de l'irruption des migrants saisonniers de l'agriculture sur la scène publique française. L'intention comparative s'imposa d'emblée : en effet, le recours à des saisonniers étrangers au moment des récoltes est un procédé courant, surtout dans l'agriculture intensive, ainsi que l'a montré Jean-Pierre Berlan pour la Provence [1994]. Les émeutes anti-Marocains suscitèrent ainsi par ricochet des réflexions sur la situation dans divers pays tels que l'Allemagne, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, etc.³

Toujours en France, c'est à partir de 2002-2003, avec la création, dans les Bouches-du-Rhône, du Collectif de défense des travailleurs étrangers dans l'agriculture (Codetras), que la presse a multiplié les « révélations » en même temps que se multipliaient recherches et enquêtes, qui convergeaient ainsi avec celles menées dans les nouveaux pays d'immigration comme l'Italie et l'Espagne. Chaque pays agricole a plus ou moins tardivement « bricolé » sa formule de mobilisation de la main-d'œuvre saisonnière étrangère. Actuellement,

1. Forum civique européen, *El Ejido, terre de non-droit*. Villeurbanne, Éditions Golias, 2000.

2. Cf., par exemple, « Saisonniers venus du Maroc. La précarité à perpétuité », *Libération*, 14 mai 1999.

3. *Le goût amer de nos fruits et légumes. L'exploitation des migrants dans l'agriculture en Europe*. Limans/Bâle, Forum civique européen, 2002 (numéro hors série).

par-delà leur diversité, ces politiques tendent à se rejoindre sur quelques principes clés que nous énoncerons. Auparavant, comme il ne semble pas exagéré, au vu de son ampleur et de son ancienneté, d'envisager le système français des contrats OMI comme un référent, il convient d'en résumer l'économie générale⁴. De nos jours, depuis la fin du démaillage des betteraves et depuis la mécanisation des vendanges, l'essentiel des emplois saisonniers se situe dans les vergers et les serres légumières [Bourquelot 1994].

À la base : des accords de main-d'œuvre passés avec des pays réputés être en situation de sous-emploi structurel, par une application externalisée du modèle d'Arthur Lewis sur l'excédent illimité de travail dans le secteur traditionnel [1954]. Ces accords permettent au pays employeur de créer sur place des antennes de recrutement confiées à une agence officielle – en France, il s'agit de l'Office des migrations internationales (OMI), nommé Office national d'immigration (ONI) de 1945 à 1988 et devenu Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations (ANAEM) en 2005. En combinant, parfois non sans heurts, les limites fixées par les autorités et les requêtes des employeurs, on contracte un contingent de saisonniers que l'on achemine vers l'exploitation agricole demandeuse, pour une durée de quatre à huit mois – désormais ramenés à six car la fiction d'une saisonnalité était devenue un sujet trop polémique.

Le secret de cette recette providentielle tient en peu de mots : « les saisonniers », qui en réalité font office d'ouvriers quasi permanents dans les exploitations industrialisées, sont tenus, par la législation sur les étrangers,

de retourner dans leur pays à l'issue du contrat et, même, dit la loi, d'y avoir leur résidence. Soucieux à la fois de gagner un maximum d'argent et de se faire réembaucher pour la campagne suivante, ils offrent, en principe, les avantages combinés de la disponibilité, de la docilité et de la tolérance aux conditions de travail et d'existence.

Dans le cas français, il est notable qu'une bonne part de ce contingent (les Espagnols autrefois, les Marocains et Tunisiens aujourd'hui) provient de pays où les menaces pesant sur les libertés sont une incitation de plus à rester dans le rang. Il n'est pas non plus anodin de constater que, à l'encontre des directives officielles qui voient là, à juste titre, une cause de trafics, les contrats sont toujours nominatifs. Souvent enfin, des intermédiaires, participant à l'occasion à ces trafics, apportent de la souplesse au dispositif et font en sorte que les recrutements se fassent sur une base villageoise, ce qui est supposé assurer la paix sociale, chacun étant le garant de tous. Pour cet ensemble de motifs, il s'agit d'une main-d'œuvre en or, largement préférée aux ressources humaines locales, qui, ayant mauvaise réputation auprès des cultivateurs, sont utilisées comme main-d'œuvre d'appoint, le plus souvent clandestinement.

Peu ou prou, ces ouvriers qu'on a fini par appeler « les OMI », dorénavant « les ANAEM », ainsi ironiquement marqués du nom de l'organisme chargé de les embaucher,

4. Pour plus de détails, nous renvoyons à l'encart et aux analyses qui, dans ce volume, sont consacrés à ce type de contrats.

représentent non seulement une sorte d'idéal-type du travailleur agricole dans le contexte global d'une intensification des méthodes culturelles, mais aussi du « précaire » dans nombre de secteurs en proie à la flexibilisation. Ainsi, l'article d'Annie Lamanthe, consacré au saisonnage dans le tourisme de haute montagne, rappelle opportunément que la problématique du saisonnier dans les serres et les vergers dépasse de loin, par sa portée, ces espaces économiques.

Certes insuffisamment comparatif, le sommaire présenté ici propose au lecteur quelques variantes européennes d'un même modèle de main-d'œuvre, qui s'est répandu non seulement hors des frontières de l'Union européenne mais aussi, hors de l'agriculture, dans les services et les industries.

Encadrer la migration anarchique

L'Europe, dans son ensemble, est concernée par les transformations des systèmes d'emploi dans l'agriculture, dues avant tout à la diffusion continue du modèle industriel et intensif en milieu rural depuis les expériences pionnières des serres hollandaises. La propagation d'une agriculture productiviste, placée sous le signe d'une aggravation de la concurrence dans un marché mondialisé, va de pair avec l'évolution des modes de gestion de la main-d'œuvre salariée, de plus en plus fondés sur le travail temporaire, l'externalisation et la déréglementation. Se mettant plus que jamais en compétition, les producteurs agricoles pratiquent la surenchère dans la recherche de travailleurs efficaces mais flexibles, aussi peu coûteux et revendicatifs que possible.

C'est pourquoi, en application du « modèle californien » de Jean-Pierre Berlan [1986] sur les avantages escomptés de l'extranéité, l'immigration de travail touche désormais peu ou prou l'ensemble du territoire européen. Ce phénomène s'est répandu par vagues successives, d'abord dans les pays du nord de l'Europe : aux Pays-Bas depuis les années 1880 [Elshof 1998], en Allemagne dès le XIX^e siècle [Pietraszek 2003], en France après la saignée de la grande guerre [Noiriel 1994]. Il est intéressant de noter la diversité des provenances : l'Allemagne ou la France procèdent par cycles, puisant très tôt leur main-d'œuvre dans des pays frontaliers (Belgique, Pologne, Italie) avant de se tourner vers d'autres sources plus lointaines en passant des conventions de fourniture de main-d'œuvre temporaire ou saisonnière avec des pays du pourtour méditerranéen, parmi lesquels certains deviendront à leur tour demandeurs de bras étrangers [Brodal 2002]. Le coup d'arrêt des années 1970 – il est utile de s'en souvenir – visera surtout l'immigration de travail permanente et n'aura donc pas d'effets durables sur le volume des importations saisonnières d'ouvriers agricoles, sinon pour brider, comme en France, par exemple, les contingents introduits annuellement, au nom d'une hypothétique défense de l'emploi national.

L'entrée des pays de l'Union européenne riverains de la Méditerranée (Espagne, Italie et Grèce) dans le club des pays d'immigration est un événement important des deux dernières décennies car le phénomène intervient de manière largement incontrôlée au moment même où l'Union européenne tente, sans grand succès, de se doter de moyens destinés à limiter sévèrement (voire à supprimer) les flux

d'immigrants et à renvoyer les étrangers en situation irrégulière. Or, à titre indicatif, les serres d'Almería évoquées plus haut ne pourraient fonctionner sans un nombre important de migrants, dont une bonne proportion de sans-papiers. Les économies de ces pays méditerranéens reposent largement sur l'embauche d'étrangers, notamment pour répondre aux besoins temporaires des exploitations agricoles : en l'absence d'une tradition migratoire ancienne (ailleurs ne suffisant pas à assurer une régulation officielle), expérimentations sur le terrain et « bricolages » législatifs se sont succédé pour parvenir à des solutions qui se veulent durables.

L'Europe de l'Est est à son tour entrée dans la ronde. C'est, au moins en partie, une destination de plus en plus significative dans les circuits mondiaux de la migration, sous les effets conjugués de l'ouverture des frontières des pays anciennement communistes et de leur intégration à l'Union européenne en 2004 et 2007. Ce processus présente, aux yeux du chercheur, un tableau complexe et ambigu quant à la position de certains pays dans l'architecture actuelle des migrations : ce sont eux aussi qui fournissent d'importants contingents de travailleurs à des agricultures (britannique ou espagnole, par exemple) qui sauraient difficilement s'en passer [Rogaly 2006 ; Casado Francisco 2007]. C'est le cas de la Pologne, de la Roumanie, de la Bulgarie, voire des États baltes et, au-delà des frontières de l'Union européenne, le cas de l'Ukraine ou de la République de Moldavie [Anderson *et al.* 2006 ; Triandafyllidou ed. 2006 ; Hartman 2008].

Le travail agricole à l'étranger attire des centaines de milliers de ressortissants de ces

pays, à tel point qu'il a parfois donné lieu à l'émergence d'une catégorie sociale particulière : celle de l'émigrant aux champs, ou, plutôt, sous les serres. L'article de Birgit Glorius montre la remarquable continuité de la présence des saisonniers polonais en Allemagne, par-delà les aléas d'une réglementation plus ou moins restrictive. En Roumanie, la figure du *căpsunar* (cueilleur de fraises) symbolise le travailleur contraint à émigrer sur les terres agricoles de l'Ouest pour subvenir aux besoins de ses proches restés au pays. Mais, dans le même temps, certaines agricultures postsocialistes sont à leur tour demandeuses de main-d'œuvre migrante : il en est ainsi en République tchèque, en Hongrie et en Roumanie [Wallace et Vincent 2008]. La Pologne elle-même, grosse exportatrice de saisonniers et lancée dans un processus de modernisation agricole depuis deux décennies [Lamarche et Maurel 1995], est prise en tenailles. Il est facile d'imaginer que, si des pays de l'Union européenne importent des saisonniers agricoles pour en exporter d'autres, c'est que le dumping social continue sa marche forcée dans le monde européen.

De fait, tous ces mouvements disparates au sein de l'espace européen se superposent à ceux, anciens ou récents, qui drainent des contingents de saisonniers venus de régions plus lointaines, à la faveur d'un passé colonial ou de proximités linguistiques. Diversification et élargissement caractérisent ainsi, à l'instar de celle des migrations globales, une nouvelle géographie, plus mouvante, des migrations de travail agricole en Europe. On retrouve là une tendance lourde des migrations internationales, bien identifiée par la recherche

[Simon 1995 ; Hollifield 2004]. Des travailleurs sud-américains, sub-sahariens ou sud-asiatiques parviennent jusqu'en Europe, avec ou sans autorisation de travail, et proposent leurs services là où existe une demande : les travaux saisonniers sont pour eux une cible toute trouvée, et leur présence ne manquera pas d'intéresser des recruteurs.

Le processus de mobilité complexe décrit ici à grands traits est lui-même empreint d'une certaine volatilité, les stratégies des pays hôtes tout comme celles des migrants obéissant à des considérations d'opportunité constamment susceptibles d'être redéfinies. C'est ainsi, en 2008, que les saisonniers polonais ont massivement déserté les fermes britanniques au grand désarroi des cultivateurs chez qui ils avaient leurs habitudes, ou encore qu'après des engagements portant sur plusieurs dizaines de milliers de « contrats en origine »⁵, le ministre espagnol a déclaré en septembre que, vu la mauvaise situation de l'emploi national, l'objectif serait de ramener, en 2009, le nombre de ces contrats à zéro, passant sous silence l'impact de cette mesure sur l'agriculture⁶. C'est dire qu'on est parfois loin de stratégies concertées et planifiées.

On signalera – même si ce n'est pas le propos de ce dossier – que les affectations de main-d'œuvre à l'agriculture résultent, pour une part, de tractations internationales, l'Europe ayant pris l'habitude de troquer des permis de travailler contre la bonne volonté des « États tiers » (hors UE) à participer à la lutte contre les migrations clandestines⁷ [Ferenczi 2003]. De leur côté, les États membres, faute d'avoir réussi à s'entendre sur une politique des migrations de travail en dépit des efforts de leur

Commission⁸, se sont, du moins, mis d'accord sur les limites à fixer dans ce domaine.

Indispensable comme nous l'avons vu, le travail migrant saisonnier est ainsi, par-delà ses variantes, appelé à une « harmonisation » rapide dont le sens général est d'empêcher, par tous les moyens, la fixation, en Europe, de la main-d'œuvre temporaire. Pour ce faire, de nouveaux instruments conceptuels se sont répandus à seule fin de promouvoir l'idée – et pas seulement à l'usage du monde agricole, qui joue, sur ce plan, le rôle d'un bateau-pilote – que tout le monde a à gagner quelque chose à une refonte des modèles migratoires, sur la base d'une précarité revendiquée par tous les acteurs.

La réinvention de la « circulation migratoire »

Parmi les concepts remis au goût du jour par l'Union européenne et par diverses institutions telle l'Organisation internationale pour les migrations (OIM, distincte de l'ex-OMI

5. Les « contrats en origine », évoqués ci-après dans plusieurs articles, confient la gestion du recrutement aux syndicats patronaux et ouvriers, en coordination avec des agences locales dans les pays d'origine.

6. « El Gobierno prescindirá en 2009 de la contratación en origen debido al alza del paro », *La Vanguardia*, 3 septembre 2008.

7. T. Ferenczi, « Des quotas d'immigration avec les pays tiers en échange d'accords de réadmission », *Le Monde*, 9 octobre 2003.

8. Commission des communautés européennes, *Livre vert sur une approche communautaire de la gestion des migrations économiques*. Bruxelles, COM (2004) 811 final, 2005.

français) figure celui de « circulation migratoire ». Autrefois utilisée par les chercheurs pour désigner, en se plaçant du point de vue des acteurs, des stratégies de mobilité diverses [Dorai *et al.* 1998], en général plutôt rattachées à des activités tournantes de type « commerce à la valise » [Tarrius 1992], l'idée de circulation fonctionne de plus en plus comme une injonction à la mobilité forcée : il est signifié à l'étranger qu'il doit rester un « oiseau de passage » et ne pas se fixer. Le secteur de l'agriculture, en tant qu'il est par nature le site de la variabilité des besoins en force de travail, est à l'évidence le mieux placé pour héberger ce glissement de sens politique.

Devenue une problématique et une pratique établie entre les espaces de provenance et les espaces d'utilisation des travailleurs migrants, la « circulation » comme programme migratoire peut sembler particulièrement appropriée au caractère saisonnier des travaux agricoles : les étrangers ne doivent être employés que pour une période donnée, et sont, selon leur statut juridique, censés rentrer dans leur pays d'origine à l'intersaison. Cette obligation paraît « naturelle », mais elle ne l'est pas car il n'existe pas de raison d'ajuster le droit du séjour des étrangers sur les volumes d'emploi, encore moins sans avoir auparavant exploré toutes les possibilités de rotation annuelle de la main-d'œuvre entre unités, sous-secteurs et régions. Quoi qu'il en soit, l'injonction se fait plus impérative alors même que les progrès des techniques culturales rendent chaque jour plus caduque la notion de saison, ce qui laisse présager que la « circulation » imposée fonctionne davantage comme argument que comme nécessité, et relève plus de la raison politique que de la raison technique.

Organisations internationales, instances communautaires et gouvernements considèrent dans l'ensemble la « circulation » comme l'un des outils politiques privilégiés permettant à tous les acteurs impliqués dans la migration d'en tirer le meilleur parti [Vertovec 2007]. La survalorisation de la « circulation » comme idéal migratoire renvoie cependant à une gestion particulière des migrations de main-d'œuvre, pour lesquelles les gouvernements européens manifestent simultanément intérêt et répulsion [Castles 2006]. Dans l'agriculture, les discours associent une méfiance de rigueur vis-à-vis des étrangers et l'affirmation selon laquelle il est nécessaire de recourir à ces mêmes étrangers. Associer dans un même paradigme, comme double nécessité, la « circulation » et le travail saisonnier des étrangers : voilà qui semble être une régression par rapport au temps où, en Italie, en France ou ailleurs, quand le journalier descendu de la montagne ne trouvait plus à se louer quelque part, il conservait néanmoins sa nationalité et le droit d'aller chercher du travail dans d'autres fermes [Crebouw 1996]. Paradoxalement, c'est l'invocation d'une telle circulation qui permet aujourd'hui de donner un visage positif aux programmes de recrutement temporaire de main-d'œuvre, présentés comme adaptés aux pratiques contemporaines de nombreux migrants, peu soucieux de s'installer quelque part. C'est toutefois, pour le moins, oublier la labilité des dispositifs d'emploi des travailleurs étrangers, qui sont, eux, très fortement soumis aux aléas économiques et politiques sans être partie aux décisions.

L'évolution des statuts juridiques des travailleurs ruraux traduit une hésitation constante

entre la tentation technocratique du modèle unique et les « bricolages » pragmatiques dont nous avons parlé plus haut, hésitation qui reflète une tension structurelle entre les porte-parole des instances politiques et les porte-parole des instances économiques. Il est cependant possible d'identifier une tendance unique, qui se résume par l'association, aussi étroite que possible, de la précarité juridique et de la précarité économique de ces travailleurs. Actuellement, cette clause binaire qui, selon les cas, instaure ou restaure une instabilité statutaire de la main-d'œuvre étrangère, dans un esprit voisin de celui des *passes* dans le défunt apartheid sud-africain (travailler ici mais résider ailleurs), rend banale l'opinion selon laquelle il est juste et nécessaire de lier le droit au séjour et le droit au travail.

C'est par quelques formules d'emploi que l'agriculture contribue à rendre habituelles les limitations au droit de séjour des étrangers. Sans en dresser un inventaire exhaustif, ces formules se ramènent à un petit nombre d'options qui ont en commun de comporter nombre de règles dérogatoires au droit du travail, au nom de l'extranéité des personnes visées : l'intérim, les contrats saisonniers, le détachement de travailleurs par des sociétés prestataires de services – ce à quoi il faudrait ajouter, par effet de miroir, les embauches non déclarées, dont l'article de Marie-Thérèse Têtu-Delage montre qu'elles peuvent constituer une ressource stratégique pour les sans-papiers, ainsi que les pseudocontrats se rattachant plus ou moins légalement à l'une de ces trois formules.

L'intérim, solution aux rigidités du contrôle étatique dont se plaignent les utilisateurs d'ouvriers étrangers, a trouvé une application dès

les années 1980 dans les serres hollandaises, où les *Handmatige Arbeid Loonbedrijven*, entreprises de travail temporaire souvent dirigées par un immigré servant d'intermédiaire, ont commencé à proliférer, permettant à l'exploitant agricole d'externaliser ses risques tout en étant elles-mêmes dispensées de certains devoirs propres à l'employeur, comme celui de fournir un logement au saisonnier. De telles sociétés, opérant depuis les Pays-Bas, la Pologne ou l'Espagne, font aujourd'hui florès en France et savent tirer parti de leur implantation délocalisée pour esquiver les risques d'infraction à la législation du travail. Le schéma consiste à « blanchir » l'infraction de marchandage ou de prêt lucratif de main-d'œuvre en l'habillant du label légal de l'emploi en intérim. Plus coûteux en théorie pour l'entreprise utilisatrice, ce mode d'embauche a cependant, comme dans le secteur du bâtiment [Jounin 2008], gagné les faveurs d'un nombre croissant d'exploitants, notamment en ce qu'il permet le déploiement d'une quantité considérable de travail dissimulé.

Des formes « sauvages » d'une semblable sous-traitance adaptée aux étrangers sans papiers ont été signalées en Autriche [Brodal 2002 : 68]. L'institution des recrutements confiés aux *gangmasters* en Grande-Bretagne [*ibid.*] appartient à la même catégorie d'emploi, particulièrement appropriée à la combinaison des embauches légales et illégales en raison de son caractère fortement personnalisé. On peut citer enfin, à la limite de la légalité, divers procédés de contournement des lois travaillistes, tels que les recrutements pour une durée de quelques mois, déguisés en

« stages » linguistiques ou professionnels, ou encore le recours, répandu en Provence, à des associations de réinsertion qui, dans la pratique, fonctionnent comme des bureaux de placement à la journée lors des coups de feu des récoltes.

Outre les contrats OMI déjà mentionnés pour la France, les contrats à la saison ont existé très tôt dans des pays comme l'Allemagne et les Pays-Bas. À partir des années 1970, les embauches ont en commun d'être contingentées dans les textes et susceptibles d'une multitude d'exceptions dans la pratique. Il est demandé au requérant de vérifier qu'aucun postulant (national ou résident étranger) ne ferait l'affaire sur le marché local de l'emploi. Enfin, l'étranger est sommé de quitter le pays à la fin de son contrat. Sur cette base, des innovations ont été conçues afin d'assurer à la fois la flexibilité de l'embauche et moins de procédures lourdes pour les employeurs. En France, les contrats ANAEM sont désormais signés pour trois ans : le saisonnier s'engage à maintenir sa résidence hors de France six mois par an ; il est, plus officiellement qu'auparavant, autorisé à changer d'employeur dans cette limite ; de son côté, l'exploitant est autorisé à embaucher des saisonniers toute l'année, pourvu qu'aucun ne dépasse les six mois de présence prévus.

Sur un modèle voisin mais non identique, l'Espagne a, quant à elle, mis en place des *contratos en origen* dans ses plantations d'Andalousie. Traduits ici par l'expression approximative « contrats en origine », ces contrats, signés dans le pays source, s'inspirent du modèle français, qu'ils adaptent à une

politique décentralisée des migrations et dont l'originalité est de confier la gestion du recrutement aux syndicats patronaux et ouvriers, en coordination avec des agences locales dans les pays d'origine. Ils font, dans ce dossier, l'objet d'une analyse détaillée à partir de l'exemple de la fraisculture à Huelva, et ce respectivement par Dolores Redondo Toronjo pour ce qui concerne la logique du système, et par Emmanuelle Hellio pour ce qui concerne leurs effets escomptés et réels sur la main-d'œuvre mobilisée de la sorte. Le *Seasonal Agricultural Workers Scheme (SAWS)* britannique et le statut des *Saisonarbeiter*, instauré en Allemagne au début des années 1990 à l'intention des travailleurs d'Europe centrale et orientale, relèvent de cette même catégorie.

Au sein de l'Union européenne, le détachement de travailleurs dans un pays par une société dite « prestataire », basée dans un autre pays, est une pratique légale prévue par l'Accord général sur le commerce et les services (AGCS), conclu en 2003 par les membres de l'OMC, pratique homologuée par la Communauté. Cette modalité de mobilisation de la main-d'œuvre offre de nouvelles voies au saisonnage, par le biais d'une double externalisation. Le contrat de saisonnier n'est plus signé entre un exploitant et un ouvrier, mais entre deux entreprises de nationalités différentes, respectivement utilisatrice et prestataire [Math et Spire 2004]. C'est ce qu'on observe dans un pays comme la Belgique, qui ne fait appel que depuis peu à une main-d'œuvre agricole étrangère. Comme pour l'intérim mentionné plus haut, la relation salariale, avec ses obligations afférentes réciproques,

disparaît derrière un contrat de type commercial entre entités ne relevant pas de la même législation. Les ouvriers ainsi mis à la disposition d'un agriculteur ne sont même plus, malgré les désavantages d'une telle condition, considérés comme des travailleurs migrants : officiellement employés par la société prestataire, c'est d'elle seulement qu'ils tiennent leur autorisation de travailler. Mis dans l'incapacité de changer d'employeur, les travailleurs ainsi « détachés » se retrouvent dans une position très vulnérable, tant vis-à-vis de ce dernier – qui peut garantir que la paye sera effectivement versée ? – que de l'État hôte.

On le voit, au-delà de leurs différences, les diverses modalités d'embauche qui s'appliquent aux ouvriers agricoles étrangers ont en commun plusieurs traits qui découlent les uns des autres : premièrement, ces modalités érigent la migration temporaire en règle et, par voie de conséquence, font de l'installation durable de l'étranger une exception ; deuxièmement, elles reposent sur le postulat que toute activité laborieuse est en elle-même considérée comme temporaire ; d'où il vient que, troisièmement, la qualification de « saisonnier » peut dissimuler un travail en réalité permanent ; quatrièmement enfin, ces modalités offrent au monde agricole, qu'il soit mis à l'avant-garde de cette précarisation à la faveur de son industrialisation forcenée ou qu'il réactive les archaïsmes hérités de l'époque des journaliers, le rôle de parangon des transformations des systèmes d'emploi.

La dimension circulatoire maintient sur le qui-vive les candidats à la migration temporaire, qu'elle met en concurrence sous la

menace d'une toujours possible substitution : les Marocains « OMI » dans les mas provençaux deviennent-ils trop procéduriers, comme le montre l'article de Béatrice Mésini ? Forte est la tentation de leur substituer, partiellement ou totalement, des équipes d'Équatoriens constituées en Espagne par la voie de l'intérim. Les cueilleuses venues de Pologne ou d'Ukraine dans les fraisières autour de Huelva se montrent-elles trop exigeantes ? On reviendra aux Marocaines ou l'on expérimentera, comme en 2008, les Sénégalaises.

Cependant la circulation est aussi du ressort des travailleurs migrants, qui peuvent prendre l'initiative soit de rentrer au pays à l'issue du contrat temporaire, soit de se saisir de cette instabilité forcée pour jouer sur les disparités entre les régions et pays d'emploi sur le territoire européen. Cela est particulièrement net à propos des ressortissants des nouveaux États membres de l'Union européenne, qui se signalent par leur grande mobilité. L'Allemagne en fait l'expérience cuisante depuis 2007 : alors que des dizaines de milliers de Polonais y assuraient chaque année les récoltes, ils se sont mis à préférer d'autres destinations avant de délaisser, à son tour, la Grande-Bretagne l'année suivante.

À mesure que le marché du travail des nouveaux pays membres deviendra plus attractif, il est à prévoir que la circulation sera aussi, pour les candidats polonais, roumains, bulgares et autres, un moyen d'obtenir de meilleures conditions de salaire et de travail dans les plantations de l'ancienne Union européenne, dont les exploitants seront, en réaction, tentés de prospecter de nouvelles sources de main-d'œuvre moins exigeante ou de délocaliser leurs productions.

Quelques questions sur le saisonnage des étrangers

Nous tenterons à présent de passer en revue quelques problématiques soulevées par une agriculture intensive en proie à la recherche sans fin du travailleur parfait, quoique si peu reconnu, que ce soit par le salaire, la qualification ou le statut.

Partie de la convergence de deux points de vue critiques, l'un portant sur les impasses de l'option productiviste, l'autre sur la question du droit du travail et des étrangers, la réflexion sur les migrants saisonniers dans l'agriculture utilise alternativement les registres scientifique et militant. S'il convenait ici de distinguer ces registres et de privilégier une approche théorique, la collection d'articles que nous proposons montre, sur un sujet où les mécanismes de domination et d'exploitation sont omniprésents et où, de surcroît, règne – si l'on peut dire – le déni de droit, qu'il n'est pas possible de s'en tenir à un point de vue froidement technocratique. Beaucoup parmi nous ont été aidés dans leurs recherches par des personnes engagées sur le terrain et confrontées à des systèmes économiques d'une rare violence parfois. Il suffit de penser au *caporalato* des Pouilles italiennes tel que le décrit Cristina Brovia : aucune neutralité n'est de mise. Chaque auteur a eu à cœur d'effectuer un travail d'objectivation en soumettant son analyse à l'épreuve de réalités complexes, mouvantes et peu propices aux simplifications. C'est conscients de l'ambivalence de notre position, comme chercheurs et citoyens, que nous livrons au lecteur quelques interrogations issues de ces travaux.

PÉNURIE DE MAIN-D'ŒUVRE ?

« Nous ne trouvons personne pour faire ce travail » ; « nous n'avons pas la main-d'œuvre qu'il nous faut » : tel est le leitmotiv des demandeurs de main-d'œuvre non qualifiée (ou dite telle), en tout temps et en tout lieu. Les agriculteurs ajoutent – ce qui n'est pas faux – que le travail rural est très dévalorisé, notamment auprès des jeunes. Si, comme c'est souvent le cas, leurs exploitations se trouvent près de zones urbaines frappées par un taux élevé de sous-emploi, ils invoquent l'absence d'ardeur au travail et l'assistance de l'État providence, qui poussent les travailleurs potentiels à préférer le chômage aux travaux des champs. Telle serait la première cause du recrutement à l'extérieur : le manque de bras disponibles, à quoi s'ajoute le fait que les récoltes nécessitent de toute façon la mobilisation, rapide mais temporaire, d'effectifs importants.

Cet argumentaire doit être envisagé tour à tour comme le reflet d'une réalité et comme un discours. Il n'existe pas de pénurie absolue de force de travail, indépendamment des conditions historiques de sa mobilisation. L'agriculture intensive n'offre pas de conditions intéressantes aux travailleurs (bas salaires, non-reconnaissance des qualifications et compétences, stagnation des carrières, dangerosité due aux cadences de production et aux produits chimiques, problèmes de transport et de logement), et il est courant de voir la population locale s'en détourner – ce qui n'empêche pas les producteurs d'y avoir recours comme main-d'œuvre d'appoint, pour de courtes périodes et au noir. Par ailleurs, la saisonnalité est un obstacle théorique à l'emploi permanent.

La réalité vient toutefois nuancer fortement le discours. D'une part, le rythme des saisons agit de moins en moins comme une contrainte dans l'agriculture industrielle (et, à la limite, de façon presque nulle dans les serres chaudes soumises à la régulation électronique des paramètres) alors que la demande de saisonniers étrangers ne fait que croître dans les exploitations ; d'autre part, les regroupements de producteurs, qui permettraient une rotation des saisonniers toute l'année entre les divers sites selon les calendriers culturels, constituent une méthode qui n'est guère explorée. Il ne s'agit pas ici de prôner la défense de l'emploi national mais de remarquer que tout se passe comme si le recrutement temporaire d'étrangers était une solution de facilité permettant la reproduction d'un immédiatisme productif fondé sur l'hypothèse que les régions plus pauvres sont une source inépuisable de main-d'œuvre. Un tel postulat prépare des lendemains difficiles : plusieurs des régions traitées dans ce volume ont connu une concentration qui a poussé à la ruine nombre de petits producteurs et, en maint lieu, on en est à se demander si ce n'est pas la profession comme telle qui est menacée par une concurrence aujourd'hui mondialisée.

La manière insolite dont est traitée la question du salaire illustre les limites de la justification des contrats sur mesure pour étrangers.

D'un côté, il est vrai que le salaire n'est pas « attractif », concèdent les producteurs et leurs syndicats – ce qui, au passage, les légitime dans la revendication de fiscalités et de subventions spéciales, selon une tradition installée au sein de l'Union européenne. Cependant, face aux autres contraintes de

coût qu'ils ont à subir en amont (intrants, crédits bancaires) et en aval (« la dictature de la grande distribution », laquelle impose des prix d'achat trop bas), la seule « variable d'ajustement » qui leur reste est le prix de la force de travail. Les enquêtes menées dans les divers pays montrent que, quand bien même le salaire minimum légal est versé aux saisonniers dûment contractés (ce qui semble être la règle en Espagne, en France, en Allemagne, mais non en Italie ni en Grande-Bretagne), non seulement la paye est partout lourdement grevée d'heures non payées et de retenues illégales pour logement, nourriture, voyage et, même, signature du contrat, mais, en outre, toute norme disparaît dès lors que l'emploi n'est pas déclaré. Or, dans des zones comme l'Andalousie orientale, la Provence ou le Mezzogiorno, quoiqu'il soit difficile d'en établir la preuve, les observateurs s'accordent pour dire que c'est parfois la moitié du travail qui échappe au contrôle de l'État [Dupraz 2006].

De l'autre côté, on constate que, malgré son omniprésence dans les justifications des stratégies d'embauche, la question du salaire cesse d'exister dès lors qu'il s'agit de saisonniers étrangers. La part de réalité est ici un argument massue, fondé, de manière indiscutable, sur les différentiels de revenus entre les pays importateurs et exportateurs de travailleurs : « Le salaire est bas, mais ils gagnent ici en quelques mois ce qu'ils mettent un an ou plus à gagner chez eux », disent les employeurs, qui ajoutent souvent : « Les conditions d'existence, la longueur de la journée et la dureté du travail leur importent peu, pourvu qu'ils repartent avec le maximum. » L'idée d'un

service rendu aux migrants n'est pas bien loin, notamment lorsqu'il s'agit de clandestins que le travail dans les fermes soustrait aux contrôles de police. Opportuniste, l'argument ignore le fait que ce système d'emploi « au rabais » est de nature à perpétuer ses propres justifications puisqu'il contribue à entretenir la misère du pays d'origine. Il devient moins efficace à partir du moment où, par de nouveaux choix migratoires ou par des revendications qui n'étaient pas prévues, les saisonniers étrangers cessent de jouer le jeu de cette inégalité.

Cela nous amène à nous interroger sur ce qui s'échange dans la relation entre le saisonnier et son employeur.

Une rencontre d'intérêts dissymétriques

Hormis les contextes coloniaux de travail forcé, dont il peut encore subsister ici ou là quelques traces, la mobilisation de travailleurs venus de loin ne repose plus, de nos jours, dans l'Union européenne, sur la contrainte physique mais sur le consentement, voire sur la sollicitation des intéressés – que, d'ailleurs, en France, les textes qualifient de « bénéficiaires » des contrats ad hoc. Dans le contexte d'une pression migratoire soutenue, contre-carrée par les obstacles dressés contre l'entrée de travailleurs à caractère permanent, le « créneau » du saisonnage est sorti renforcé des politiques protectionnistes qui prévalent au sein de l'Union. Par la souplesse des arrangements octroyés aux employeurs et par les opportunités qu'il offre à certaines catégories de migrants potentiels, le saisonnage fait aujourd'hui figure de phare.

Arbitres dotés d'un pouvoir ambigu, les autorités des pays hôtes, en coopération, ouverte ou tacite, avec celles des pays source, s'accordent à contrôler en nombre et en qualité les contingents de main-d'œuvre ainsi transférés, et à en assurer le retour effectif, sous peine de non-renouvellement des contrats. Dans les nouvelles relations internationales entre pays inégaux, le contrôle et la limitation de ces flux fait consensus, au moins en paroles : les pays dominants craignent « l'invasion » venue des pays pauvres, tandis que les autres craignent d'être « saignés » par l'émigration de leurs forces vives. Il se crée ainsi inévitablement une double file d'attente pour les protagonistes de l'échange.

Sur le terrain des contrats saisonniers, l'impératif politique ainsi affirmé se traduit, de part et d'autre, par un sentiment de rareté, voire par une trompeuse complicité. Si l'on revient au cas français, les exploitants bataillent pour obtenir le plus de contrats possible face à un État soucieux, pour des raisons électorales, de contenir l'immigration tandis que les candidats se font toujours plus nombreux avec la pression de la main-d'œuvre venue des nouveaux États membres. Au-delà des variantes nationales, les effets de cette double pénurie sont profondément structurants, socialement et politiquement.

Pour ce qui est des employeurs et de leurs négociations avec l'État, si l'on rapproche les exemples andalou et provençal évoqués dans cette livraison, on constate que les politiques publiques, selon qu'elles sont plus ou moins décentralisées, provoquent la nécessité de gérer différemment l'armée de réserve des travailleurs mobilisables. Ainsi, le modèle français

se fonde sur le quota annuel d'introduction de saisonniers, par département et, même, par exploitation. À l'inverse, le système mis en place dans le sud de l'Espagne au début du siècle consiste à faire venir un nombre excédentaire de travailleurs en vue de les avoir sous la main en cas d'urgence. En France, les périodes de pointe sont assurées en jouant sur l'allongement de la journée de travail des saisonniers étrangers ainsi que sur la mobilisation éphémère de travailleurs locaux – ajoutons que la rigidité des procédures de recrutement des étrangers crée un terrain propice pour les trafics de contrats et de cartes de séjour⁹. En Andalousie, la négociation quadripartite (gouvernement provincial - syndicats patronaux - syndicats ouvriers - autorités du pays source) comporte le risque d'une insatisfaction des personnes qui, ayant été introduites en surnombre, n'ont pas la garantie d'avoir du travail tous les jours : de fait, les tentatives de fuite, qui n'ont qu'exceptionnellement cours en Provence, sont plus habituelles en Andalousie, où des exploitants entourent les campements de barbelés. De la même façon, l'enfermement des saisonniers dans les fermes du sud-est de l'Italie renvoie à un décalage trop élevé entre les espoirs de gain et les gains réels.

Pour ce qui est des saisonniers, il serait vain de se dissimuler la puissance des attentes, qu'il faut mettre en relation non pas seulement avec les différentiels de revenus entre pays, évoqués plus haut, mais aussi avec les traditions locales et avec l'influence sociale qui s'exerce sur les personnes de la part d'un entourage qui les voue à un destin migratoire et qui, bien sûr, en attend des retombées. Il

suffit pour s'en convaincre de savoir que, sitôt signé en 1963 et 1964 un accord de main-d'œuvre avec la France et trois autres pays du marché commun de l'époque, les autorités marocaines déclaraient que les émigrés constituaient, avec les phosphates, la première ressource à l'exportation du pays [Belguendouz 2006], laissant, de ce fait, de riches régions agricoles à l'abandon en vue d'inciter les candidats potentiels au départ, d'abord forcé, puis « volontaire ». Après le coup d'arrêt de 1974, la migration encadrée issue du Maroc et de la Tunisie vers la France s'est principalement portée sur le travail agricole saisonnier. Il n'est pas demandé aux travailleurs concernés d'être dupes du caractère dissymétrique de la transaction qui se cache derrière ces contrats OMI si convoités : il suffit qu'ils feignent d'y croire, ce à quoi la pression sociale les invite.

Le face-à-face entre saisonniers et exploitants n'est pas toujours immédiat. Il faudrait, à partir d'études de cas plus diverses que celles qui figurent dans ce volume, observer les effets concrets du phénomène de la file d'attente sur la genèse d'une classe d'intermédiaires, dont presque partout la présence active est signalée. Il peut s'agir d'agences nationales, au départ ou à l'arrivée de la migration. Il peut s'agir de réseaux informels, basés sur une solidarité de proximité ou sur une solidarité ethnique, dont l'article de Bénédicte Michalon et Swanie Potot montre à la fois l'efficacité à mobiliser les personnes et la faculté à s'adapter aux caprices du marché du

9. P. Herman, « Trafics de main-d'œuvre couverts par l'État », *Le Monde diplomatique*, juin 2005.

travail. Il peut s'agir aussi, le cas échéant et de façon complémentaire, d'individus dont le métier est de faciliter la mise en relation parce qu'ils savent parler le langage des deux parties et qu'ils ont les clés pour comprendre les attentes mutuelles.

Dans un contexte de mercantilisation des contrats, l'intermédiation tend à devenir un service payant et à perdre de l'efficacité paternaliste attachée à l'idée du service rendu. Devenue indispensable au même titre que tous les « réseaux », « passeurs », « filières » et « mafias » sur lesquels les médias focalisent l'attention d'une manière aussi diabolisante qu'imprécise, la figure de l'intermédiaire est porteuse d'une efficacité sociale, surtout quand celui qui s'est entremis dans la relation d'embauche a pris soin de recruter des personnes liées entre elles et avec lui par la parenté ou la résidence : toute velléité de conflit avec l'employeur serait alors étouffée au nom de la solidarité. En contrepartie, si l'intermédiaire manque à ses engagements auprès des compatriotes qu'il a introduits dans le réseau, il court le risque d'être lui-même discrédité, voire banni de sa localité d'origine, ce qui mettra en péril toute la filière migratoire. L'intervention de l'intermédiaire entre donc dans un jeu de relations complexes et fragiles.

L'analyse des positions des parties en présence peut inciter au pessimisme. Il serait cependant erroné d'assimiler la relation entre saisonniers et exploitants agricoles à une servitude volontaire. L'acceptation voire la revendication d'emplois de ce type ne sauraient être interprétées indépendamment des contraintes matérielles et psychiques qui pèsent sur les postulants. Il est d'usage, chez certains, de

parler des contrats saisonniers comme d'un nouvel « esclavage » [Herman 2008], en référence non seulement aux conditions parfois indignes auxquelles sont soumises ces personnes, mais aussi au fait qu'elles dépendent, pour leur séjour en terre étrangère, du bon vouloir de leur maître. La comparaison montre néanmoins ses limites si l'on songe aux efforts déployés par ledit maître pour éviter de s'attacher la personne de « l'esclave » en question et pour le renvoyer dans son lointain pays à l'issue de la période de travail convenue. Diverses formes d'esclavage subsistent sur la planète, notamment le travail forcé des enfants ou des domestiques et la servitude pour dettes, toutes physiquement privatives de liberté. En dépit de la brutalité des rapports sociaux qui le caractérisent parfois, le saisonnage, parce qu'il a les attributs formels de la liberté, parvient au miracle de faire croire au libre choix de ceux qu'il soumet.

Toutefois la métaphore de l'esclavage présente l'intérêt de souligner le poids des contraintes qui s'exercent sur l'imaginaire des travailleurs, ainsi que d'attirer notre attention sur des mécanismes de mise au travail très éloignés de la faculté abstraite qu'aurait le salarié de se vendre quand et où il veut, au meilleur prix. On serait davantage ici dans le modèle historique du « salariat bridé », c'est-à-dire d'un contrôle de la mobilité du travailleur, tel que l'a élaboré Yann Moulier-Boutang [1998] à propos précisément de la main-d'œuvre étrangère « invisible » du capitalisme.

Et après ?

Si périgantes soient-elles, les contraintes ne sont pas un déterminisme. L'intérêt des études

réunies dans ce recueil est de faire ressortir les capacités de résistance, passive ou active, individuelle ou collective, épisodique ou planifiée. L'article de Frédéric Décosse cite le cas, exemplaire du point de vue symbolique, de cet ouvrier qui, après dix-huit mois de procédure contre la toute-puissante Caisse de sécurité sociale agricole, parvient à se faire rembourser une facture de 40 euros de soins dentaires, précédemment refusée au prétexte qu'elle avait été présentée après la fin de son contrat de saisonnier. Récemment, toujours en France, la multiplication des contentieux contre une préfecture a permis (sous réserve que l'État ait épuisé les voies de recours) à un nombre important de saisonniers permanents (travailleurs marocains ayant une ancienneté de dix ans à raison de six mois par an dans la même exploitation) d'obtenir une carte de résident au lieu du titre annuel précaire¹⁰. Généralement, la mobilisation des ressources du droit et des droits est un moyen avéré de déplacer la frontière des contraintes en question.

Face à cette irruption du juridique, les employeurs ne sont pas totalement démunis. Toujours en France, et en Provence plus précisément, au cours de l'été 2005, à la faveur de déclarations officielles contre les abus de certains exploitants, les saisonniers marocains et tunisiens d'un gros arboriculteur, titulaires d'un contrat OMI, se mirent en grève pour réclamer le paiement d'arriérés de salaire et des logements décents. Vite arbitré par le préfet – car on était au moment de la cueillette –, le conflit semblait résolu. Pour la première fois, les grévistes, au nombre de 240, avaient pu surmonter la crainte de ne pas être réembauchés l'année suivante : un emploi prioritaire

leur fut expressément promis, ce qui représentait une victoire symbolique aussi considérable qu'inédite. Mais, sitôt la récolte achevée, l'exploitant se mit en liquidation judiciaire puis mit en place des sociétés écran auxquelles, ultérieurement, il vendrait la récolte sur pied, la cueillette étant sous-traitée à des prestataires. L'année suivante, malgré les promesses préfectorales, aucun exploitant de la région n'accepta de contracter un gréviste. Cet épisode est là pour rappeler que rien n'est jamais acquis. Il pose la question de savoir comment on pourrait faire entrer, effectivement, dans le droit commun, le statut de saisonnier étranger, quelle qu'en soit la formule. En bref, comment en finir avec toute dérogation de jure ou de facto.

Cette question, qui est d'ordre politique, reste plutôt taboue ou ignorée, tant des chercheurs que des acteurs sur le terrain. Mettons-nous successivement à la place de chacun des protagonistes de la relation de travail saisonnier.

Du côté de l'exploitant, les choses sont claires même si elles ne sont pas formulées ainsi : le strict respect des normes d'embauche et des « fondamentaux » (salaire, durée du travail, sécurité et hygiène) ainsi que l'obligation de transformer les contrats saisonniers en contrats à durée indéterminée ferait disparaître tout l'intérêt qu'il y a à importer des étrangers. De ce point de vue, à propos de l'absence de droits et de contrôles réels dans

10. « Bonne récolte pour les saisonniers. Les ouvriers marocains et tunisiens qui réclamaient un séjour "salaré" seront bientôt fixés », *La Marseillaise*, 12 novembre 2008.

les exploitations de la province d'Almería, l'article de Pauline Carnet illustre bien le caractère fonctionnel et nécessaire de cette discrimination. Autrement dit, la précarité et les arrangements avec la loi sont parties intégrantes du contrat, sans lesquels ce dernier n'a plus de raison d'être. Transformé en argument, ce constat permet à l'employeur d'exercer un certain chantage : il n'en est pas moins un argument de bon sens. Corollaire : comme dans toute lutte salariale, il existe constamment le risque de fournir à l'employeur le prétexte de rechercher une force de travail moins coûteuse et, surtout, offrant les précieuses caractéristiques de flexibilité externe, dont l'article d'Aurélien Darpeix détaille les avantages, ou bien de délocaliser, ou encore de mécaniser.

Nous parlions plus haut de « rencontre d'intérêts » : c'est ici que le mécanisme montre toute sa perversité. En effet, si l'on se place maintenant du côté de l'ouvrier migrant, on peut se demander si, à l'occasion des combats juridiques, l'alliance entre les saisonniers et leurs soutiens militants dans le pays d'accueil est exempte de malentendus. La reconnaissance, par la justice, du caractère permanent des contrats saisonniers et des droits au séjour qui leur sont associés est incontestablement une victoire. Mais, pour les raisons que l'on vient d'évoquer, elle n'en signifierait pas

moins, à terme, la mort de ces contrats. En outre, comme l'a indiqué Françoise Bourquelot [1996], toute amélioration substantielle des conditions de travail des saisonniers ne peut que se solder par une baisse de leurs salaires, salaires qui demeurent pour eux le principal moteur. Quant à ceux qui, intempestivement, mettraient au programme la suppression de ces contrats, il ne fait guère de doute que le premier obstacle qu'ils rencontreraient viendrait des contractants eux-mêmes.

On retrouve là, de façon très banale, une règle fondamentale de l'anthropologie appliquée, selon laquelle on ne saurait remplacer un système par un autre si ce dernier ne remplit pas au moins autant de fonctions que le précédent, et mieux. Ou, comme le disait plus simplement Danton : « On ne détruit bien que ce qu'on remplace. » C'est là une invitation à prendre un peu de distance et à se demander si, dans le cadre de l'agriculture telle qu'elle est présentée dans ce dossier, il peut exister des solutions respectueuses de l'ouvrier agricole, toutes origines confondues. Il est en revanche plausible et à craindre que, pour avoir poussé à l'extrême ce que l'ouvrier peut tolérer, le cycle des fruits et légumes disparaisse progressivement du paysage de certains pays européens. L'exemple de la profonde crise de main-d'œuvre que traverse l'agriculture californienne [Chauvin 2008] serait à méditer.

Bibliographie

Anderson, Bridget, Martin Ruhs, Ben Rogaly et Sarah Spencer — 2006, *Fair enough ? Central and East European migrants in low-wage employment in the United Kingdom*. York, Joseph Rowntree Foundation.

Belguendouz, Abdelkrim — 2006, *Enjeux migratoires. Maghreb-Europe-Afrique subsaharienne. Un regard du Sud*. Rabat, Beni Znassen.

Berlan, Jean-Pierre — 1983, « L'agriculture méditerranéenne de la France : dynamiques et contradictions (I. Théorie du marché du travail) », *Économie rurale* 153 : 42-49. — 1986, « Agriculture et migrations », *Revue européenne des migrations internationales* 2 (3) : 9-32. — 1994, « Dynamique d'intégration dans l'agriculture provençale », *Études rurales* 135-136 : 151-160.

Bourquelot, Françoise — 1994, « Les salariés immigrés des serres légumières », *Études rurales* 135-136 : 145-150. — 1996, « La main-d'œuvre saisonnière, à cent ans d'intervalle, dans deux secteurs de pointe de l'agriculture française », in R. Hubscher et J.-C. Farcy eds., *La moisson des autres. Les salariés agricoles aux XIX^e et XX^e siècles*. Paris, Éditions Créaphis : 139-151.

Bourquelot, Françoise ed. — 1996, *Salariat agricole et migrations en Méditerranée*. Montpellier, Solagral-Ridaam.

Brodal, Sissel — 2002, « Le travail précaire agricole dans quelques pays d'Europe du Nord », in *Le goût amer de nos fruits et légumes. L'exploitation des migrants dans l'agriculture en Europe*. Limans/Bâle, Forum civique européen : 63-78.

Casado Francisco, Montserrat — 2007, « Repercusión de las últimas ampliaciones de la Unión europea en la economía española : los flujos migratorios hacia España », *Papeles del Este* 15 : 1-22.

Castles, Stephen — 2006, « Back to the future ? Can Europe meet its labour needs through temporary migration ? », Oxford, International Migration Institute. Working Paper n° 1-2006.

Chauvin, Sébastien — 2008, « Saisonniers californiens : la précarité en crise », *Plein Droit* 78 (Saisonniers en servage) : 39-42.

Crebouw, Yvonne — 1996, « Droits et obligations des journaliers et des domestiques, droits et obligations des maîtres », in R. Hubscher et J.-C. Farcy eds., *La moisson des autres. Les salariés agricoles aux XIX^e et XX^e siècles*. Paris, Éditions Créaphis : 181-198.

Dorai, Kamel, Frantz Loyer et Marie-Antoinette Hily — 1998, « Bilan des travaux sur la circulation migratoire », *Migrations Études* (revue de l'ADRI), n° 84.

Dupraz, John — 2006, « L'agriculture et l'emploi irrégulier en Europe ». Strasbourg, Conseil de l'Europe. Rapport n° 11114 à la Commission de l'environnement, de l'agriculture et des questions territoriales.

Elshof, Paul — 1998, « The Dutch flower sector : structure, trends and employment ». Genève, OIT. Document de travail SAP L-54 WP101.

Hartman, Tod — 2008, « States, markets, and other unexceptional communities : informal Romanian labour in a Spanish agricultural zone », *Journal of the Royal Anthropological Institute* 14 : 496-514.

Herman, Patrick — 2008, *Les nouveaux esclaves du capitalisme*. Vauvert, Éditions Au diable vauvert.

Hollifield, James — 2004, « Migration and international relations : the liberal paradox », in H. Entzinger, M. Martiniello et C. Wihtol de Wenden eds., *Migration between states and markets*. Surrey, Ashgate : 3-18.

Hubscher, Ronald — 2005, *L'immigration dans les campagnes françaises (XIX^e-XX^e siècle)*. Paris, Odile Jacob.

Hubscher, Ronald et Jean-Claude Farcy eds. — 1996, *La moisson des autres. Les salariés agricoles aux XIX^e et XX^e siècles*. Paris, Éditions Créaphis.

Jounin, Nicolas — 2008, *Chantier interdit au public. Enquête parmi les travailleurs du bâtiment*. Paris, La Découverte.

Lamarche, Hugues et Marie-Claude Maurel — 1995, « Transitions agraires en Europe centrale », *Études rurales* 138-140 : 117-131.

Lewis, Arthur — 1954, « Economic development with unlimited supplies of labour », *Manchester School of Economic and Social Studies* 22 : 139-191.

Math, Antoine et Alexis Spire — 2004, « Vers une immigration permanente des travailleurs temporaires. Du mode 4 de l'AGCS aux différents régimes

migratoires de travailleurs détachés ». Noisy-le-Grand, IRES. Document de travail n° 04.06.

Moulier-Boutang, Yann — 1998, *De l'esclavage au salariat. Économie historique du salariat bridé*. Paris, PUF.

Noiriel, Gérard — 1994, « L'immigration étrangère dans le monde rural pendant l'entre-deux-guerres », *Études rurales* 135-136 : 13-35.

Pietraszek, Edward — 2003, « Zwischen Geldverdienen und Aufstieg. Polnische Arbeitsmigranten in Deutschland von 1870 bis 1939 », in K. Roth ed., *Vom Wandergesellen zum "Green Card"-Spezialisten. Interkulturelle Aspekte der Arbeitsmigration im östlichen Mitteleuropa*. Münster, Waxmann : 107-133.

Rogaly, Ben — 2006, « Supermarkets, gangmasters and migrant workers : the changing labour process in British horticulture ». Brighton, Sussex Centre for

Migration Research. Workshop on Migrant Workers in UK Agriculture.

Simon, Gildas — 1995, *Géodynamique des migrations internationales dans le monde*. Paris, PUF.

Tarrius, Alain — 1992, *Les « fourmis » d'Europe*. Paris, L'Harmattan.

Triandafyllidou, Anna ed. — 2006, *Contemporary Polish migration in Europe. Complex patterns of movement and settlement*. Lewiston, The Edwin Mellen Press.

Vertovec, Steven — 2007, « Circular migration : the way forward in global policy ? ». Oxford, International Migration Institute. Working Paper n° 4-2007.

Wallace, Claire et Kathryn Vincent — 2008, « Recent migration from the new European borderlands », *Migrationonline.cz* (www.migrationonline.cz/e-library/?x=2111646).